



Le 15 mars 2007, Collectif Altermonde

Au printemps 2007, les élections présidentielles suivies des élections législatives sont un rendez-vous important de notre fonctionnement démocratique. C'est l'occasion de poser les choix stratégiques de la France sur des sujets essentiels, au nombre desquels les questions environnementales.

Fin 2016 Altermonde a adressé aux candidats un questionnaire en 5 points. En ce début d'année, dans la continuité de l'enquête que nous avons lancée auprès des partis politiques, nous vous proposons une analyse du Pacte Ecologique, lancé par Nicolas Hulot qui propose 10 objectifs et formule 5 propositions concrètes, et un panorama des réactions des représentants des partis politiques et candidats interpellés.

Enquête d'ALTERMONDE auprès des partis politiques en vue de la Présidentielle :

Altermonde a interpellé les partis politiques français, sur la base d'un questionnaire que notre association a envoyé en vue des élections présidentielles autour de 5 thèmes :

Les questions environnementales, la lutte contre les inégalités sociales, l'éducation et la culture, l'aide au développement et la coopération internationale, transparence et vie politique.

le Pacte Ecologique :

Deux mois après son lancement, le Pacte Ecologique proposé par Nicolas Hulot et sa fondation a recueilli plus de 450 000 signatures dont celles des principaux candidats à l'élection présidentielle.

ALTERMONDE analysé les réponses des différents candidats autour des 10 objectifs énoncés par le Pacte Ecologique et des 5 propositions concrètes qui en découlent.

ALTERMONDE a signé le Pacte Ecologique

Chaque citoyen ou entité peut signer le Pacte Ecologique et rejoindre ainsi la campagne menée par Nicolas Hulot auprès des candidats à l'élection présidentielle.

Altermonde a décidé de signer le Pacte Ecologique et nous vous encourageons à le faire.

-I- Questionnaire d'ALTERMONDE aux candidats à l'élection présidentielle

Altermonde interpelle les partis politiques français

Vous trouverez ci-dessous le questionnaire que notre association a envoyé en vue des élections présidentielles aux partis politiques suivants : PS, PC, Verts, UMP et UDF.

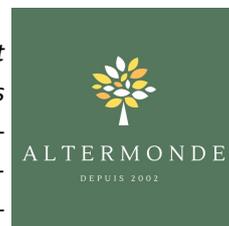


Altermonde a pour projet d'inventer un nouveau monde, équitable, solidaire ; de promouvoir, par une logique de don dans l'espace et dans le temps, une politique de répartition de la richesse, dans le respect de la justice sociale, qui pèse chaque décision à l'aune de ses implications globales, locales et durables – plutôt qu'à ses seules conséquences immédiates - ; de favoriser son émergence.

Altermonde vise un quadruple objectif : exprimer l'insatisfaction face à l'organisation actuelle du monde et poser le constat de l'impasse dans laquelle la société est engagée, énoncer les principes fondateurs d'une socialité renouvelée, être l'espace de partage de la réflexion sur ces questions essentielles dans un esprit d'écoute et d'envie de travailler ensemble, être le lieu où s'élaborent des actions et des expérimentations qui vont dans le sens d'engendrer ou de favoriser l'émergence de cet autre monde.

Altermonde a pour vocation d'analyser pourquoi le productivisme conduit à une aporie, d'imaginer les voies et moyens de la dépasser, de proposer et d'initier des expérimentations de nouveaux modèles, de déployer des campagnes d'information ou de mobilisation sur des thématiques en rapport avec ses ambitions.

1. Les questions environnementales : *La convergence des informations qui nous parviennent sur l'état de la planète nous interpelle. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour réclamer des mesures d'urgence. Dans ce contexte, il nous apparaît fondamental que les politiques placent l'environnement au centre de leurs préoccupations. Il n'est plus possible de temporiser, et de laisser aux générations futures la nécessité d'agir. Préserver notre planète nous paraît être le préalable à tout développement.*



Quelle priorité accordez-vous à la préservation de l'environnement ?

Comment travaillez-vous au sein de votre parti sur les questions environnementales (organisation spécifique, observatoire, liens avec la communauté scientifique, les associations...) et quels sont vos axes de réflexion privilégiés ?

Evaluez-vous l'impact environnemental des mesures que votre programme préconise ?

Envisagez-vous la réglementation française (pollutions domestique et industrielle, sécurité alimentaire, agriculture...) comme un levier incitatif voire contraignant pour répondre aux enjeux environnementaux ? Pensez-vous la faire évoluer et dans quel sens ?

2. La lutte contre les inégalités : *Egalité et fraternité sont deux des valeurs fondatrices de notre république, valeurs auxquelles notre association est particulièrement attachée. C'est pourquoi nous considérons la lutte contre les inégalités et les discriminations comme un axe majeur de l'action politique.*

Parmi les discriminations, quelles sont celles auxquelles vous vous attaquez prioritairement ?

Quelles mesures comptez-vous prendre pour permettre à chacun d'accéder à un travail ?

Quels mécanismes de redistribution des richesses (impôts et autres) comptez-vous mettre en place ?

Quelles sont selon vous les origines des inégalités constatées en France et quelles réponses de fond entendez-vous y apporter ?

3. L'éducation et la culture : *L'éducation et la culture tiennent à nos yeux un rôle essentiel dans la construction des parcours tant individuels que collectif.*

Comment rôle assignez-vous à l'école au 21^{ème} siècle ?

Quelle place tient la culture dans votre programme politique ? Quelles sont les principales mesures liées à ce domaine ?

4. L'aide au développement et la coopération internationale : *L'aide au développement est une composante forte de la politique étrangère de la France. Favoriser un développement justement réparti à l'échelle de la planète est selon nous un moyen efficace de réduire les tensions au sein des pays et entre pays.*

Quel regard portez-vous sur la contribution de la France à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement ? Nos engagements financiers en matière d'aide au développement vous paraissent-ils suffisants ?

Quelle est votre position sur le traitement de la dette des pays en développement ?

Comment analysez-vous la politique française en matière d'immigration ? Forces et faiblesses ?

5. Transparence et action publique : *Pour garantir un bon fonctionnement de notre démocratie, il nous apparaît nécessaire de résorber le fossé qui se creuse entre les Français et leurs représentants. L'écoute, la transparence dans l'énoncé des constats, la tenue des engagements, sont à nos yeux des éléments incontournables pour parvenir au rétablissement de la confiance.*

Quelles sont les pratiques de votre parti en matière de dialogue avec les citoyens et d'exercice de la transparence ?

Comment votre parti organise-t-il le renouvellement de ses représentants ?

Quelle est votre position sur le cumul des mandats ? L'éligibilité doit-elle être selon vous limitée dans le temps ?

Quelles sont les voies de rénovation du dialogue citoyen et quelles pistes pour une participation accrue lors des consultations électorales ?



-II- Ecologie et Politique—Analyse du Pacte Ecologique



Lancement du Pacte Ecologique :

Dans la continuité de l'enquête que nous avons lancée auprès des partis politiques, nous vous proposons une analyse du Pacte Ecologique proposé par Nicolas Hulot et un panorama des réactions des représentants des partis politiques que nous avons interpellés.

Sous l'impulsion d'un célèbre animateur et dans un contexte de prise de conscience générale, l'écologie semble s'installer dans le débat politique français. Ainsi, le 8 janvier 2007, deux mois après son lancement, le Pacte Ecologique proposé par Nicolas Hulot et sa fondation avait recueilli plus de 450 000 signatures dont celles des principaux candidats à l'élection présidentielle.

Le succès public remporté par la démarche initiée par l'animateur témoigne a minima de deux choses : l'intérêt que les Français portent aux problématiques environnementales, la capacité de mobilisation de l'animateur.

Mais que contient ce pacte ? Tout d'abord il demande expressément aux candidats à l'élection présidentielle de placer les enjeux écologiques au cœur des débats liés au processus électoral et au cœur de leurs projets politiques.

« L'avenir de la planète dépend désormais de la manière dont nos sociétés vont se conduire. Nous devons impérativement opérer une évolution en profondeur vers d'autres façons de produire, de travailler, de consommer, de se nourrir, de se loger, de se déplacer, de se chauffer... (...) Notre avenir à tous dépend de vos choix. »

Ensuite, il propose 10 objectifs et formule 5 propositions concrètes.

Analyse des réponses des candidats au travers des 10 objectifs :

Les principaux candidats à l'élection présidentielle ont répondu à l'appel. Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal, François Bayrou, Marie-George Buffet et Dominique Voynet ont signé le pacte écologique. Nous avons étudié leurs réponses.

Dominique Voynet n'a pas détaillé les différentes propositions. Vous trouverez donc l'analyse de ses propos dans notre conclusion.

Les 10 objectifs : Chaque objectif est rattaché à un domaine ou un secteur d'activité. Altermonde a régulièrement écrit sur ces thématiques et les objectifs affichés sont en cohérence avec nos convictions.

1. Economie : *revoir la conception des produits industriels pour réduire les flux de matières, de déchets, d'énergie. Augmenter la durée de vie des produits. Développer les filières de réparation et de recyclage.*

La mise en œuvre d'un tel objectif suppose certes une révision des modes de production mais aussi le développement de nouvelles logiques de ventes et de promotion. Nous vivons en effet une époque consumériste où une mode en chasse une autre et où la nouveauté est un critère de vente récurrent : il faut posséder le dernier portable, le nouveau MP3...

Nicolas Sarkozy s'appuie pour défendre l'idée sur l'impact positif d'une telle mesure sur le pouvoir d'achat et il ajoute « l'émergence d'une production durable s'impose pour que les pays émergents et en voie de développement puissent bénéficier d'un même niveau de confort que nos concitoyens ».

De son côté, Ségolène Royal affirme : « nous devons nous engager sur la voie de cette « économie circulaire » déjà testée par nos voisins du Nord de l'Europe et même aujourd'hui retenue comme orientation prioritaire par les autorités chinoises ».

Marie-George Buffet compte renforcer la réglementation en ce sens et met l'accent sur un nécessaire développement de la filière de collecte et de traitement des déchets.

François Bayrou défend la logique d'éco-conception préconisée par le Pacte et propose une série de mesures complémentaires comme la promotion d'un investissement socialement responsable en particulier pour les placements publics. Il veut également prendre des mesures pour encourager la consommation des produits à plus-value sociale ou environnementale.



2. Energie : réduire fortement l'usage des énergies fossiles et diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

Il est rappelé qu'aucune énergie n'est, en l'état actuel de la maturité technologique, susceptible de se substituer intégralement aux énergies fossiles et que l'urgence est donc de réduire drastiquement leur consommation. Altermonde s'est engagée sur la voie de la sensibilisation au travers de la pétition du Havre.

Des quatre candidats, Nicolas Sarkozy se révèle le moins déterminé. Il déclare « organiser la baisse de la consommation qui s'imposera dans tous les cas pour les énergies fossiles. (...) Je suis convaincu que nous pouvons parvenir à diviser par quatre nos émissions de gaz à effet de serre sans pour autant renoncer au niveau de confort souhaité par nos concitoyens ».

Ségolène Royal est nettement plus incisive et s'engage sur la voie préconisée : « je veux avec vous réaffirmer l'objectif de réduire d'un facteur 4 les émissions de gaz à effet de serre à échéance 2050 et pour cela engager une politique énergétique ambitieuse fondée sur les économies d'énergie, l'efficacité énergétique, et la promotion des solutions renouvelables diversifiées et décentralisées ».

François Bayrou affiche également un programme très volontariste induisant une modification rapide de nos modes de consommation.

Enfin, pour Marie-George Buffet, il est « urgent d'intervenir pour faire décroître la demande énergétique » en ciblant notamment les transports et l'habitat.

3. Agriculture : promouvoir une agriculture de qualité, respectueuse de l'environnement.

Il est en particulier proposé de soutenir les filières biologiques ou certifiées en réorientant vers elles les aides publiques et en leur ouvrant les portes de la restauration collective.

Marie-George Buffet, favorable à une agriculture respectueuse de l'environnement, appelle surtout à une politique de prix rémunérateurs permettant aux agriculteurs de vivre de leur travail. Nicolas Sarkozy propose une démarche très progressive permettant de valoriser les agriculteurs et de s'orienter à terme vers des méthodes de production raisonnée.

Sur ce thème, les discours les plus complets et les plus engagés sont ceux de Ségolène Royal et François Bayrou. Ce dernier déclare : « à voir les résultats économiques, sociaux, et environnementaux du modèle agricole actuel, je pense qu'il est nécessaire de changer de cap ».

4. Territoire : contenir l'extension périurbaine et relocaliser les activités humaines.

Sur ce thème, l'ambition est d'abandonner la logique des banlieues dortoirs et de réconcilier dans un même espace zones résidentielles, services, commerces et activités professionnelles.

Nicolas Sarkozy juge cet axe fondamental et appelle de ses vœux un nouvel aménagement du territoire rapprochant chacun de son lieu de travail.

Comme Marie-George Buffet, il veut faire « de la ville sur la ville » et sortir des logiques d'extension. Cette dernière s'en prend pour sa part aux approches libérales actuelles produisant une « mégapolisation » inhumaine. Elle souhaite parvenir à un rapprochement entre domicile et lieu de travail grâce à une politique d'aménagement élaborée en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés (riverains, associations...).

Pour François Bayrou, l'aménagement du territoire est « indissociable du développement durable ». En outre, il préconise l'utilisation de règles de « quartiers durables » lors des réhabilitations et la mesure effective des impacts environnementaux de chaque collectivité de plus de 10 000 habitants.

Ségolène Royal, plus en retrait sur ce thème, se déclare intéressée par les propositions du Pacte qu'elle souhaite approfondir par des études complémentaires.

5. Transports : sortir du tout routier et favoriser l'émergence de moyens de transport propres.

En France, le secteur routier représente plus de 80% des déplacements ! Il est notamment proposé de développer le rail, et d'augmenter l'offre en moyens de déplacements collectifs et individuels attractifs et efficaces. Ségolène Royal répond globalement et affiche une ambition volontariste : « je veux avec vous réaffirmer l'objectif de réduire d'un facteur 4 les émissions de gaz à effet de serre à échéance 2050 et pour cela engager une politique énergétique ambitieuse fondée sur les économies d'énergie, l'efficacité énergétique, et la promotion des solutions renouvelables diversifiées et décentralisées ».

François Bayrou affiche également un programme très volontariste induisant une modification rapide de nos modes de consommation.

Enfin, pour Marie-George Buffet, il est « urgent d'intervenir pour faire décroître la demande énergétique » en ciblant notamment les transports et l'habitat.

A l'exception de Nicolas Sarkozy plus réservé et défenseur de la mobilité sous toutes ses formes, tous soutiennent le développement du rail et proposent une série de mesures encourageant les moyens de transport propres.

6. Fiscalité : tenir compte du coût écologique des activités.

Il s'agit de repenser complètement la fiscalité en introduisant des taxes proportionnelles aux impacts écologiques. Par exemple, réintroduire une vignette dont le montant serait fonction du niveau d'émission en gaz carbonique du véhicule. En parallèle, il est proposé d'orienter les subventions vers des activités porteuses d'un développement durable.

Sur le domaine de la fiscalité, tous les candidats sont prêts à accroître la fiscalité écologique. Nicolas Sarkozy propose pour sa part de réduire la TVA sur les produits écologiquement performants.

7. Biodiversité : intégrer la protection de l'environnement dans les politiques d'aménagement du territoire.

Il est notamment proposé la création d'une Agence nationale du patrimoine naturel.

Sur la biodiversité et à l'exception de François Bayrou, les candidats mettent en avant la situation particulière des DOM TOM. Tous restent cependant très généraux et s'expriment autour des notions d'inventaire des espèces et de protection.

8. Santé : évaluer les impacts des dégradations environnementales sur la santé et engager une démarche préventive.

En particulier évaluer les pesticides et en revoir l'utilisation. L'existence du programme européen Reach sur les substances toxiques est également rappelée.

Sur la santé, Nicolas Sarkozy préconise un développement de l'expertise environnementale afin de fournir une meilleure information aux citoyens et permettre à l'état de prendre ses responsabilités. Ségolène Royal revient sur les OGM et souligne l'importance du programme Reach. Marie-George Buffet dresse le bilan des maladies liées aux pollutions.

François Bayrou propose la création d'une autorité nationale chargée de l'alerte sanitaire et environnementale (cela n'existe-t-il pas ?) et s'intéresse plus largement aux problèmes de santé dans le monde rappelant la nécessité d'aider les populations les plus en difficultés.

9. Recherche : orienter la recherche vers un projet de société durable.

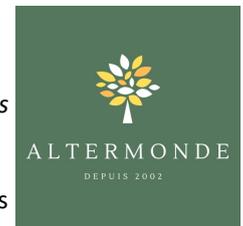
Les axes de recherche mis en avant varient selon les candidats.

Nicolas Sarkozy mise sur l'hydrogène et les énergies renouvelables tandis que Ségolène Royal s'oriente vers l'agriculture et la santé.

François Bayrou se veut le champion de « l'éco-innovation » qui semble englober tous les axes de recherche liés à l'environnement.

Quant à Marie-George Buffet, elle propose de larges domaines de recherche pour le développement d'une société durable et surtout solidaire.

10. politique internationale : prendre l'initiative et placer le défi environnemental au cœur des échanges diplomatiques.



Tous considèrent que la diplomatie française doit jouer un rôle moteur pour que soient relevés les défis environnementaux à l'échelle de la planète. A l'exception de Nicolas Sarkozy surtout inquiet de possibles vagues de « réfugiés climatiques », tous proposent la création d'un organisme international en charge de l'environnement et du développement durable.

Ségolène Royal souhaite faire de la France un pays exemplaire. Ceci est selon la candidate socialiste un préalable à toute initiative à l'échelle européenne ou internationale de notre pays. Elle souhaite en particulier rattraper notre retard en terme de signature ou de mise en application des différents textes et protocoles déjà existants.

Analyse des réponses des candidats au travers des 5 propositions concrètes :

Pour illustrer les dix objectifs et les traduire en mesures concrètes et susceptibles d'être prises pendant les premiers mois de la prochaine présidence, 5 propositions ont été formulées.

Créer un poste de vice-premier ministre chargé du développement durable :

L'objectif de cette proposition est de donner une traduction institutionnelle au développement durable. Son mérite est la visibilité. Mais cela sous-entend que le Premier Ministre est comme dégagé de ce rôle. Nous pensons que ce dernier devra précisément être choisi pour son engagement en faveur du développement durable et qu'il devra coordonner l'action du gouvernement en ce sens.

Au-delà du choix du premier ministre, nous pensons que le changement viendra grâce à un gouvernement dont la composition et les convictions seront en rupture avec le passé. Nous ne voulons pas d'un gouvernement qui accepte parce que cela est de bon ton de parler à l'occasion de développement durable. Nous voulons un gouvernement convaincu de la nécessité de construire différemment le développement.

Nicolas Sarkozy ne retient pas la formule. Il propose la création d'un Conseil national d'éthique du développement durable et d'un Conseil stratégique du développement durable autour du Président auxquels il ajoute un grand ministère du développement durable.

Ségolène Royal adhère à la création d'un poste de Vice-premier Ministre en charge du développement durable. Elle approuve les différentes propositions et abonde dans le sens d'un renforcement des compétences de l'état dans le domaine environnemental. La lutte contre le changement climatique sera une de ses priorités.

François Bayrou de son côté adhère également à la proposition. Il voit cette mission comme celle d'un sage apportant au sein du gouvernement une vision transversale et de long terme.

Marie-George préfère rester dans une composition gouvernementale classique et est favorable comme Nicolas Sarkozy à un grand ministère de l'environnement ayant autorité sur tous les domaines nécessaires (énergie, transports...).

Instaurer une taxe carbone en croissance régulière:

La taxe sur le carbone est pour la plupart des candidats une piste à étudier.

Ségolène Royal est la seule à rejeter la proposition qu'elle considère comme « socialement injuste ». Elle lui préfère une « politique énergétique ambitieuse ».

Réorienter les subventions agricoles vers une agriculture de qualité :

Les candidats s'ils soutiennent l'idée d'une agriculture de qualité restent assez flous dans leur soutien à la mesure proposée.

Seul François Bayrou la soutient clairement et souhaite que « la France rompe avec le modèle actuel ».





ALTERMONDE
DEPUIS 2002

Systématiser les procédures de démocratie participative :

Tous les candidats se veulent les champions de la démocratie participative.

François Bayrou évoque même une inscription du principe dans la loi.

Marie-George Buffet en profite pour glisser quelques éléments sur la démocratie représentative et en particulier le non-cumul des mandats.

Mettre en place une grande politique d'éducation et de sensibilisation :

Enfin la mise en place d'une grande politique d'éducation et de sensibilisation ne devrait pas poser de problème. Nicolas Sarkozy la juge « incontournable ». Ségolène Royal en fait « une priorité absolue ». François Bayrou considère qu'il faut « systématiser la question écologique dans toutes les formations » et Marie-George Buffet propose de « revoir les contenus enseignés et la formation des enseignants ».

Synthèse des réponses des candidats à la Présidentielle au Pacte Ecologique :

Quelques semaines après son lancement, l'appel de Nicolas Hulot a permis de placer publiquement les différents candidats sur un pied d'égalité en termes de connaissance et d'éveil sur la gravité de la situation écologique à laquelle nous sommes confrontés. Tous sont informés et interpellés sur le signal d'alerte tiré par les experts. Les conclusions récentes des travaux du GIEC sont venues actualiser et renforcer ce point s'il en était besoin.

Mais si, tous les candidats ont signé le Pacte, force est de reconnaître qu'il existe de significatives différences dans la valeur et la portée de leur soutien.

Globalement, Ségolène Royal semble la plus engagée. Elle est celle qui produit les réponses les plus complètes et rebondit sur des propositions concrètes. A l'inverse Nicolas Sarkozy reste dans un discours très institutionnel plus proche d'un accord de principe. Son vocabulaire tourne autour de termes comme « je crois », « je considère » quand celui de Ségolène Royal s'articule autour de « je veux », « je propose », « je m'engage à ».

A plusieurs reprises, Nicolas Sarkozy évoque le confort souhaité par les Français qu'il ne souhaite pas remettre en cause. Pour nous, cette approche est inquiétante car nous sommes justement convaincus que nous devons remettre en question nos modes de vie de façon profonde. C'est d'ailleurs ce sur quoi la candidate des Verts insiste.

En effet, si Dominique Voynet ne détaille pas les propositions qui figurent pour la plupart dans le programme des Verts, elle souligne le fait qu'aujourd'hui l'enjeu est bel et bien celui d'une mobilisation citoyenne pour qu'un nouveau rapport de force se mette en place et permette l'émergence de mesures concrètes et de comportements différents.

François Bayrou est comme Ségolène Royal assez complet dans ses réponses. Il énumère souvent un ensemble assez large de propositions avec des références régulières à la loi (volonté de procéder par voie législative). Il inscrit très souvent son discours dans un cadre européen ou mondial et est le seul à évoquer l'aide aux pays en développement.

Si Marie-George Buffet affiche de fortes convictions environnementales et une approche assez pragmatique, elle reste en retrait sur plusieurs thèmes. Elle dénonce les effets dévastateurs des politiques libérales menées jusqu'à présent et au final son discours s'attache davantage à souligner le constat fait par le Pacte (et qu'elle partage largement) plutôt qu'à lister des propositions complémentaires.

Un regard plus large sur l'ensemble des réponses nous interpelle par ailleurs sur la prise en compte par les candidats des dispositifs existants. Celle-ci est en effet peu fréquente.

Par exemple, Marie-George Buffet propose une loi cadre sur les déchets sans faire référence au Plan de Prévention de la Production des Déchets. Il existe sûrement dans ce plan de la matière recyclable. Elle est en revanche la seule à évoquer l'intercommunalité quand il est question d'aménagement du territoire.





ALTERMONDE
DEPUIS 2002

De même les propositions sont rarement chiffrées ou programmées dans le temps. Aucun ne s'engage par exemple sur des actions qu'il accomplirait pendant les premiers mois de son mandat.

De plus se pose la question de la cohérence des positions avec les engagements politiques de chacun. A moins que nous ne soyons entrés dans une époque où l'appartenance politique ne veut plus rien dire et où chacun peut penser une chose ou son contraire en fonction de l'état de l'opinion et de l'objectif électoral poursuivi !

A ce jour, Nicolas Hulot a choisi de ne pas commenter individuellement les prises de position de chaque candidat. Il évoque des « réponses différenciées » sans toutefois les analyser pouvant laisser croire que l'implication de chacun est identique.

Ceci ne donne pas une visibilité suffisante sur l'engagement réel des différents candidats et accorde à chacun un « crédit écologique » de même niveau. Ce qui à nos yeux constitue un risque. Nous craignons qu'après avoir apporté un éclairage nécessaire et salutaire, il ne fasse disparaître de la campagne les enjeux environnementaux avec néanmoins le sentiment que l'affaire est traitée et que chaque candidat les a correctement et de manière identique pris en compte.

